

La transition agro-écologique des agricultures du Sud

F.-X. Côte, E. Poirier-Magona,
S. Perret, P. Roudier,
B. Rapidel, M.-C. Thirion,
éditeurs



éditions
Quæ

Environment, 257, 68-80.

Whiteside M., 1998. *Living Farms: Encouraging sustainable smallholders in Southern Africa*, Earthscan publ., Londres, 217 p.

CHAPITRE 15

Quelles dynamiques marchandes pour promouvoir la transition agro-écologique ?

Claire Cerdan, Estelle Biénabe, Hélène David-Benz, Sylvaine Lemeilleur, Delphine Marie-Vivien, Isabelle Vagneron, Paule Moustier

Dans son rapport sur le droit à l'alimentation, O. De Schutter conclut à la nécessité de changer, au niveau de la planète, de système agricole pour parvenir à une alimentation plus durable, plus équitable, permettant de nourrir la population mondiale. Il préconise « une transition vers une agro-écologie diversifiée, basée sur des fermes moins grandes, pratiquant une agriculture moins intensive et utilisant moins d'intrants » (Shutter De, 2014). Les termes de cette recommandation sont clairs ! Ils confirment que l'agro-écologie est reconnue, passant du statut de modèle contestataire de la révolution verte à celui de proposition de modèle d'agriculture à diffuser à large échelle (IDAE, 2015). Et pourtant, cette transition agro-écologique n'est pas si simple à mettre en œuvre. Elle suppose en effet la remise en cause, voire la déconstruction, des connaissances et des pratiques agricoles et alimentaires à la base de notre représentation du modèle de développement agricole[\[49\]](#).

L'écologie, les sciences environnementales et certains champs de l'agronomie ont, les premiers, recherché des modes de production alternatifs en s'intéressant aux processus écologiques pour fournir des services utiles à la production agricole (Ollivier et Bellon, 2013). Les

questions liées à la mise en marché des produits de l'agro-écologie sont apparues plus tardivement *via* les sciences sociales (économie, sociologie, géographie). Ces travaux montrent que l'agro-écologie repose aussi sur de nouvelles dynamiques marchandes centrées sur une relocalisation des systèmes productifs et une proximité entre producteur et consommateur (essor de la vente directe et des circuits courts) et sur l'élaboration de nouvelles normes et de dispositifs de garantie (certification) (Allen, 2004 ; Guthman, 2004). Depuis une quinzaine d'années, la sociologie et la géographie revendiquent également une meilleure prise en compte des formes de consommation des produits alimentaires et de leur connexion — ou reconnexion — avec les manières de produire (Delfosse, 2003 ; Rieutort, 2011 ; Le Velly, 2017), ce que David Goodman (2004) dénomme le virage de la consommation de la sociologie rurale (*consumption turn*). Ces évolutions dans différents champs disciplinaires ont ainsi contribué à une transformation progressive des niveaux d'organisation et d'analyse de l'agro-écologie, allant de la parcelle au système agricole et alimentaire (Wezel *et al.*, 2009).

Plusieurs expériences conduites à une échelle locale associent étroitement des processus d'écologisation des systèmes agricoles à des dynamiques marchandes spécifiques. Identifiées comme des systèmes alimentaires alternatifs (*alternative food network*), ces expériences sont porteuses de nouveaux modèles de développement, de « promesse de différence » et de nouvelles valeurs (Le Velly, 2017). Bien que la viabilité de ces systèmes alternatifs soit établie, les questions sur leur changement d'échelle ou leur reproductibilité restent encore largement sans réponse. Or, l'adoption de pratiques agro-écologiques entraîne généralement des coûts additionnels pour le producteur en termes de main-d'œuvre, de signalisation et de contrôle. Ces surcoûts créent des incitations pour chercher de nouveaux débouchés plus rémunérateurs vers des clients plus attentifs aux questions de qualité et d'environnement (Moustier, 2014). Le couplage entre les pratiques de production agro-écologique et des pratiques commerciales spécifiques est cependant peu documenté.

Ce chapitre propose d'explorer comment des produits issus des systèmes de production agro-écologique sont valorisés sur les marchés, avec quels modes d'organisation et quels dispositifs d'échanges marchands[50] spécifiques, et dans quelle mesure ces derniers contribuent à faire évoluer les systèmes agricoles. La présentation détaillée de cas représentatifs permettra de saisir la diversité de ces expériences de mise en marché et de

tirer des enseignements sur les possibilités et les limites de ces dispositifs marchands, de changer d'échelle et de déverrouiller les systèmes agricoles et alimentaires en place.

Des dispositifs marchands pour déverrouiller les systèmes agricoles

Les travaux sur les systèmes alimentaires alternatifs montrent que ceux-ci font preuve d'un fort dynamisme et d'une grande créativité. La diversité des formes de mise en marché des produits de l'agro-écologie qui sont expérimentées par les producteurs et les consommateurs, leur capacité d'innovation et d'adaptation nous conduisent à avoir une vision optimiste de ces processus. En revanche, ces expériences sont souvent accusées d'être peu reproductibles, trop restreintes, trop locales, en marge et inadaptées pour répondre aux enjeux globaux de production agricole et de sécurisation alimentaire.

La littérature sur la théorie de la transition socio-technique et sa perspective multi-niveau (Geels, 2002 ; Geels et Schot, 2007) permet de relativiser ces limites[51]. Elle propose de positionner, dans un cadre d'analyse commun, le système alimentaire agro-industriel dominant (considéré comme le régime socio-technique) et ces expériences alternatives (considérées comme des niches) (fig. 15.1). Le régime socio-technique est stable : il repose sur un ensemble de normes, d'acteurs, de politiques, de marchés et de recherches bien établis. Les niches sont construites à l'écart des règles et des acteurs dominants. Dans cette approche, les niches ne sont pas déconnectées du modèle de transition, elles sont appréhendées comme des espaces d'incubation (Geels, 2002), des lieux de réalisation des processus d'apprentissage et de construction de nouveaux réseaux économiques ; elles ont vocation à abriter la construction et la consolidation de systèmes alternatifs (Meynard *et al.*, 2013). Dans la représentation graphique de la transition socio-technique de Geels et Schot (2007), les niches tendent progressivement à intégrer le régime dominant en faisant évoluer les différentes dimensions de celui-ci (normes, acteurs, connaissances...). Cette représentation souligne le caractère transformatif ou non de ces innovations vis-à-vis du modèle dominant.

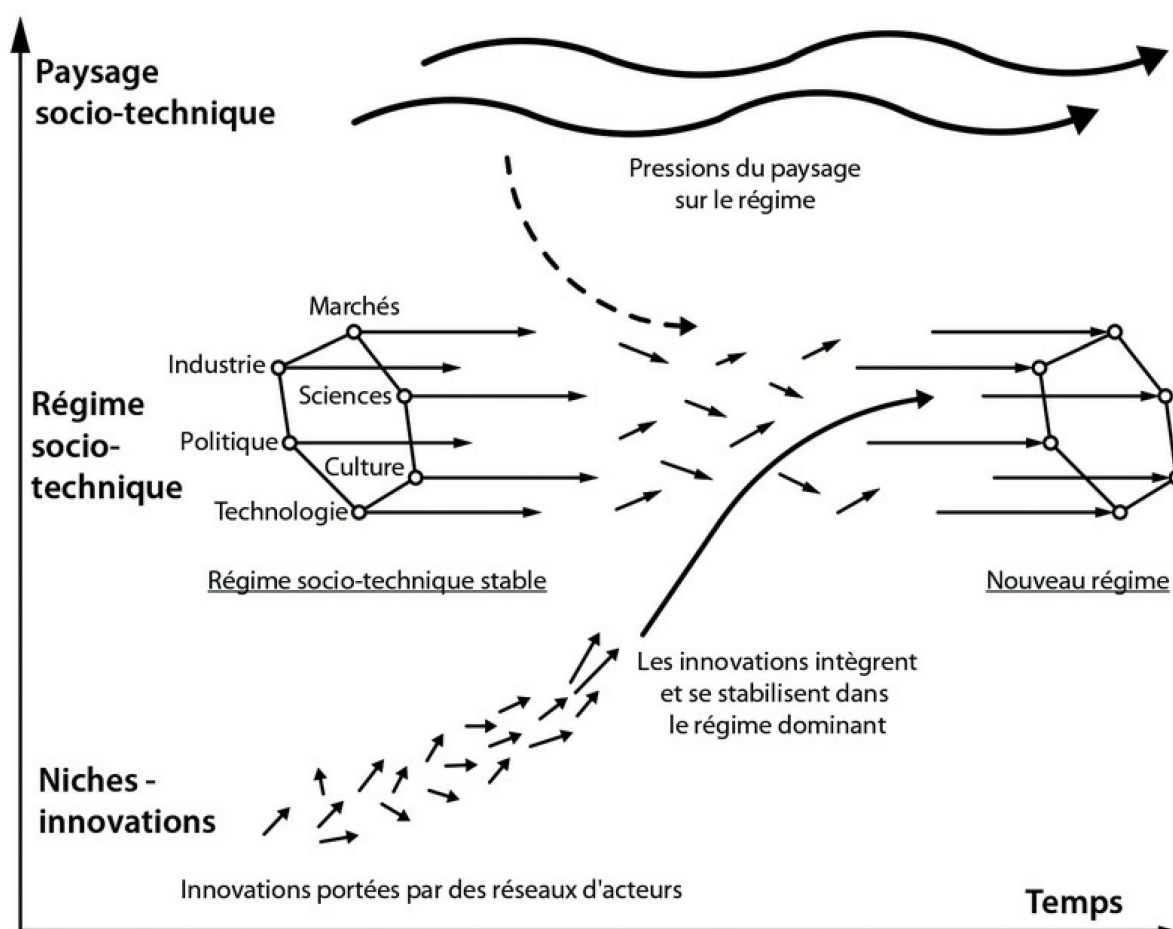


Figure 15.1. Cadre analytique de la perspective multi-niveau de la transition (Geels, 2002).

Les transitions sont considérées ici comme la résultante des interactions entre plusieurs niveaux : le paysage socio-technique qui recouvre l'environnement dans lequel s'inscrit la société, un régime socio-technique stable composé de règles, de pratiques et d'acteurs interdépendants qui orientent ou contraignent les actions des opérateurs, des niches qui sont des espaces où des innovations plus radicales se construisent. Le passage d'un régime socio-technique à un autre est le résultat de pressions exercées par le paysage sur le régime ou l'intégration progressive d'innovations radicales (nouvelles règles, nouvelles pratiques) dans le régime.

L'institutionnalisation récente de la certification participative des produits biologiques est un exemple intéressant pour illustrer ces dynamiques. Conçue comme une alternative, une contre-proposition au système de certification par tierce partie par des acteurs en marge du système agro-industriel (le régime), cette pratique est progressivement reconnue par les acteurs publics et par les consommateurs comme un moyen de garantie de la production agro-écologique. Dans certains pays, cette modalité alternative est inscrite dans les réglementations publiques, qui régissent la

certification des produits biologiques dans le modèle dominant (le régime socio-technique).

Dans cette perspective multi-niveau de la transition, les décideurs publics peuvent également envisager plusieurs leviers d'action. Les actions sur les normes du régime agro-industriel peuvent être complétées par des mesures politiques spécifiques ciblées sur les innovations de niches : un programme de crédit pour la création d'unités de transformation artisanales en milieu rural, par exemple, ou l'appui logistique pour l'installation de marchés de plein vent dans les centres urbains.

Enfin, la notion de régime socio-technique introduit l'idée de verrouillage des systèmes agricoles (encadré 15.1). Des règles, des normes, des acteurs qui constituent le système dominant le rendent stable mais d'une certaine façon le verrouillent (Geels, 2004 ; Vanloqueren et Baret, 2009).

Encadré 15.1. Un exemple de verrouillage socio-technique au Brésil

C. Cerdan

Pour expliquer ce phénomène de verrouillage, nous partirons d'un exemple concret. Au sud du Brésil, de nombreux agriculteurs familiaux sont intégrés à des filières agro-industrielles pour la production de volailles, de porcs ou de tabac. Un contrat lie chaque producteur à l'industrie. Au début de chaque campagne, ces producteurs reçoivent des intrants et s'engagent à produire une quantité donnée d'animaux ou de feuilles de tabac. Le faible revenu obtenu de cette activité ne leur permet pas d'acquérir une autonomie financière et les maintient dans un cycle de dépendance vis-à-vis du système agro-industriel. De plus, la spécialisation régionale limite les opportunités de diversification des activités. En effet, les systèmes de connaissances, l'offre technique fournie par les institutions de recherche ou de développement agricole, les crédits de campagne sont orientés vers la production industrielle présente dans la région. La sortie des agriculteurs familiaux de ce système est alors difficile.

Cependant, d'autres types de politiques peuvent contribuer au déverrouillage de ces systèmes. La politique d'achat des produits de l'agriculture familiale et le programme d'approvisionnement des cantines scolaires en produits agricoles provenant des agricultures familiales ont constitué des opportunités économiques importantes pour une partie des producteurs brésiliens ; ceux-ci ont pu alors rompre leur contrat avec l'industrie et s'orienter vers de nouvelles productions (fruits, légumes, lait). Il est important toutefois de noter

que ces réorientations ont été fortement accompagnées par les mouvements sociaux (ONG) et par des scientifiques et des techniciens, à la recherche de modèles de développement alternatifs pour les régions (Mior, 2005).

L'illustration de ce phénomène au Brésil met en évidence que la transition agro-écologique suppose de nombreux prérequis et différents types d'innovations et mécanismes de déverrouillage du régime socio-technique. Nous en identifions au moins quatre.

Premièrement, la référence à un événement déclencheur est souvent citée comme point de départ d'un processus de transition agro-écologique. Il peut s'agir d'une crise économique (chute des prix de vente d'un produit agricole), de l'intoxication d'un agriculteur suite à l'usage de produits phytosanitaires ou de l'apparition d'une opportunité économique et sociale dans la région : nouvelles mesures pour l'achat de produits bio, mise en place d'un programme de restauration collective ou d'achat de légumes avec moins d'intrants chimiques, mesure agro-environnementale dans une politique agricole.

Deuxièmement, l'intérêt des consommateurs est un autre prérequis. Depuis les années 1990, une évolution profonde du rapport du mangeur à son alimentation se traduit par la recherche de certaines caractéristiques des produits agricoles, liées à leur mode de production (raisonné, bio, fermier, frais) et/ou à leur origine géographique. La recherche de proximité géographique par le consommateur peut être comprise comme une forme de soutien à l'agriculture de sa région, un moyen de rencontrer et connaître des producteurs ou de minimiser les coûts de transport et de stockage pour des systèmes alimentaires durables (Moustier, 2017). La proximité géographique peut être aussi entendue comme la réaffirmation de l'intérêt des consommateurs à protéger des patrimoines alimentaires et culturels. Ces évolutions donnent lieu à l'émergence et à l'expérimentation de nouvelles modalités d'achat des produits alimentaires. Le consommateur combine une pluralité de modes et de lieux d'acquisition de ses aliments et alterne entre les supermarchés (distants et génériques) et des lieux de distribution proches et spécifiques (marchés de plein vent, boutiques spécialisées, réseaux d'achat alternatifs comme les Amap, les paniers).

En troisième lieu, pour faire de la production agro-écologique ou de la production biologique, l'agriculteur devra s'impliquer dans des processus d'apprentissage et d'expérimentation qu'il conduira de façon individuelle

et/ou collective. Mobiliser les processus agro-écologiques dans son système de production requiert de nouveaux savoirs, le sens de l'observation, une certaine sensibilité à son environnement mais aussi d'établir de nouvelles relations marchandes avec les consommateurs. Devenir membre d'une Amap (association pour le maintien de l'agriculture paysanne), livrer des paniers de produits biologiques à des consommateurs, répondre à des commandes publiques, être membre d'un collectif ou d'une coopérative, faire les marchés de plein vent, établir de nouvelles alliances avec des acteurs de la distribution sont autant d'options possibles. Toutes nécessitent de nouveaux apprentissages organisationnels ou institutionnels.

Enfin, quatrième, il n'est pas facile de faire le pas pour changer de systèmes ! Il arrive que les agriculteurs modifient totalement leur système de production (à l'exemple des producteurs de tabac qui s'orientent vers la production maraîchère au Brésil). Les années de spécialisation ont contribué à la perte de savoirs qu'il faut réactiver. Cela souligne l'importance pour un agriculteur d'être impliqué dans des dynamiques collectives. Le contexte institutionnel et cognitif n'étant pas toujours favorable à la transition agro-écologique, la participation à des échanges d'expériences et de savoirs entre les producteurs est un élément-clé dans le processus de cette transition. Dans de nombreux cas, le projet agro-écologique dans un territoire permet de structurer l'action collective et plus largement de construire une vision d'un avenir partagé : quel paysage, quelle qualité environnementale, quel type d'occupation de l'espace (Lamine, 2017) ?

L'ensemble de ces prérequis et de ces conditions nécessaires au changement est connu par l'analyse fine de nombreuses expériences réussies. Pour avancer dans notre réflexion sur la transition agro-écologique, nous posons l'hypothèse que la contribution de ces dispositifs marchands (niches) à l'évolution du système dominant (régime socio-technique) et à la levée d'une partie des verrouillages dépend de la conception de l'agro-écologie portée par les acteurs engagés. Il est nécessaire de mieux qualifier ces dispositifs marchands et leur positionnement par rapport à la transition agro-écologique. Pour ce faire, nous proposons de décrire plus en détail sept expériences représentant la diversité des initiatives et des dynamiques en cours.

Panorama de dispositifs d'échanges marchands pour une transition agro-écologique

Les initiatives que nous analysons ici sont des innovations marchandes organisationnelles et/ou institutionnelles qui modifient les règles de l'échange des produits. Les cas d'étude comprennent différents gradients dans l'utilisation des processus naturels relativement aux produits chimiques, incluant l'agriculture biologique et l'agriculture raisonnée. Notre réflexion se fonde sur des informations recueillies auprès d'acteurs dans le cadre de projets de développement en partenariat dans plusieurs pays du Sud (Afrique du Sud, Brésil, Laos, Madagascar, Maroc, Vietnam) et sur l'analyse d'une diversité de documents (rapports, articles, textes de lois ou réglementations, sites Web et supports de communication). Ces projets associent des producteurs, des représentants d'organisations professionnelles mais aussi des représentants d'instituts de recherche et de développement rural.

Ecovida au Brésil : un réseau en faveur de l'agro-écologie, en rupture avec le modèle agricole conventionnel

Créée à la fin des années 1990 à partir de l'intégration d'organisations locales qui œuvraient déjà en faveur de l'agriculture familiale et des technologies alternatives, l'organisation Ecovida relie aujourd'hui près de 5 000 exploitations familiales de 200 municipalités issues des trois États du sud du Brésil. Les agriculteurs sont répartis dans près de 300 groupes communautaires, qui composent 30 groupes territorialisés. Ce réseau regroupe également une quarantaine d'organisations formelles : des associations et des coopératives de producteurs et de consommateurs ou des ONG impliquées dans l'appui technique.

Les concepteurs ont défini des valeurs communes. La première est de promouvoir la dimension collective à tous les niveaux, du local au régional. Pour être membre du réseau Ecovida, il faut être rattaché à un groupe de son village ou de sa région. La deuxième valeur est la recherche d'une alternative au modèle agricole dominant porté par la révolution verte, en favorisant les échanges entre des expériences concrètes d'agro-écologie et la mobilisation de savoirs traditionnels des agriculteurs. La

troisième valeur fait le pari de rapprocher le consommateur du producteur. S'il est communément partagé que les producteurs doivent faire évoluer leurs façons de produire des aliments, Ecovida considère que les consommateurs ont aussi besoin d'évoluer en abandonnant leurs comportements « fordistes »^[52] et en cherchant à mieux comprendre la réalité du monde rural. Les foires et les marchés de plein vent sont vus comme d'excellents laboratoires pour recréer un climat de confiance et de solidarité entre producteurs et consommateurs. Les prix sont volontairement modérés pour éviter de confiner les produits biologiques au marché des consommateurs les plus nantis mais aussi pour différer l'entrée de nouveaux producteurs et commerçants dont la motivation ne viendrait que du prix.

La promotion des marchés institutionnels au Brésil (programme d'achat des produits de l'agriculture familiale, programme national de restauration scolaire) et les actions des organisations locales pour multiplier les marchés de plein vent ont été une première étape pour consolider la transition des groupes d'agriculteurs adhérents. Mais ce modèle a des limites. La capacité d'absorption de la production du marché local et des marchés publics (restauration scolaire) n'est pas infinie. Pour faire face à ce problème, le réseau Ecovida a créé un programme de routes solidaires qui vise à faire circuler des camions de produits agricoles frais ou transformés entre les groupes locaux. Dans cette innovation sociale, tous les participants sont membres du réseau et s'engagent à acheter ou échanger (troc) des produits venant des autres groupes. Cela favorise la diversification de l'offre en produits sur les marchés locaux et diminue le coût de transport, dans la mesure où les camions ne reviennent jamais à vide. Dans un souci de transparence et de justice, les termes des échanges et les volumes sont notifiés et accessibles à tous. Huit circuits de commercialisation solidaires sont actuellement en place et transportent plus de 74 produits différents, ce qui représentait un volume en 2012 de 831 tonnes et un chiffre d'affaires de 1,5 million de reais (400 000 €).

Enfin, le réseau Ecovida est surtout connu pour son implication dans l'institutionnalisation d'une certification alternative : le système participatif de garantie. Au départ, il s'est opposé au modèle de certification par tierce partie (intervention d'un organisme certificateur) mis en place par le gouvernement du Santa Catarina considérant qu'il ne respectait pas l'histoire des paysans pionniers et des organisations qui adoptaient déjà des méthodes biologiques dans la région. Des alliances

avec les États partenaires du Sud ont contribué à dessiner le modèle de certification participative. Ce système d'assurance qualité certifie les produits biologiques sur la base d'une participation active des acteurs concernés. Il est construit sur une base de confiance, de réseaux et d'échanges de connaissances (Ifoam, 2008).

On retrouve les valeurs du réseau Ecovida dans ce système alternatif de certification, notamment le rôle central du collectif (comme garant de la qualité et de la construction de la différence) et l'importance des apprentissages par l'échange d'expériences et les visites croisées entre pairs. Les représentants de ce réseau ont ensuite été largement impliqués dans la construction de la loi brésilienne sur la production biologique. Leurs expériences et actions ont contribué à faire reconnaître par la loi trois modalités de certification de la production biologique : la certification par tierce partie, le système de garantie participatif et l'organisation de contrôle social pour la vente directe (loi 10.831/2003).

Au Maroc, un système participatif pour construire et gérer un label d'agro-écologie

Suite à l'émergence du concept de système participatif de garantie en 2004 et à sa première définition en 2008 au sein des membres de la Fédération internationale des mouvements de la bio (Ifoam), de nombreux acteurs locaux et internationaux se sont emparés de cet outil pour promouvoir l'agro-écologie. Dans de nombreux pays en développement, ces outils sont portés par les ONG ou par les États pour soutenir les communautés de petits producteurs et leur offrir de nouveaux revenus au travers des marchés biologiques.

Au Maroc, le label de l'agriculture biologique, défini dans la loi 39-12 du 16 janvier 2013, n'est pas encore disponible pour les producteurs par manque de décrets. Ce sont donc les labels européens et américains qui sont actuellement utilisés par les producteurs qui veulent signaler leurs engagements écologiques dans leur production. Mais le coût élevé de certification pour ces labels les rend inadaptés pour la vente de production sur le territoire national. Les premières réflexions sur le système participatif de garantie et la mise en place d'un label local ont d'abord commencé localement en 2011, au sein du réseau national des initiatives en agro-écologie, constitué récemment en association (le Réseau des

initiatives agro-écologiques au Maroc ou Riam). Les membres actifs de cette association sont avant tout des agronomes, des producteurs néoruraux, ou des consommateurs avertis, de la classe moyenne marocaine ou binationaux. Conscients des problèmes environnementaux et de santé publique que l'agriculture conventionnelle au Maroc génère, il leur est apparu essentiel de constituer un réseau d'échanges de pratiques agro-écologiques et d'identifier ces modes de production. Le réseau a d'abord soutenu à partir de 2016 la mise en place de marchés paysans écosolidaires qui promeuvent l'agro-écologie dans plusieurs villes du Maroc (Mohamedmedia, Casablanca, Marrakech, Rabat).

Néanmoins, la nécessité pour les consommateurs de se fier à un signe de qualité et pour les producteurs de se référer à un cahier des charges commun est devenu pressante. Les réflexions sur le système participatif de garantie n'ayant pas abouti en 2011, par manque de temps des acteurs bénévoles du réseau, c'est grâce à l'opportunité d'un partenariat avec le Cirad en 2017 qu'il finit par voir le jour, dans un premier temps dans la région de Rabat. Pour accompagner la construction d'un référentiel commun, le Cirad a utilisé différentes méthodes participatives incluant les différents acteurs concernés (producteurs, consommateurs, épiciers, restaurants, etc.) (Lemeilleur et Allaire, 2018). Au-delà du modèle de garantie lui-même, qui entend générer progressivement des échanges techniques au sein des groupes locaux et lors des visites de contrôle, la construction du référentiel au travers de ces méthodes inclusives a permis un premier enrichissement des connaissances collectives et le renforcement du réseau local autour de l'agro-écologie. Cet outil apparaît pour certaines institutions locales comme une opportunité pour développer l'agro-écologie dans l'attente (ou en parallèle) d'un système public actif. Néanmoins, cet intérêt ne dit rien sur l'appui public que pourrait recevoir cette alternative demain au Maroc.

Agreco à Santa Rosa de Lima au Brésil : une production biologique insérée dans un panier de biens et de services territorialisés

Agreco est un exemple de succès d'une démarche collective de production agro-écologique au Brésil autour d'un panier de biens[53]. L'association voit le jour en 1996, dans un contexte de crise agricole qui, associé à l'isolement des exploitations, à l'exode rural et à la recrudescence de

problèmes de santé liés à l'utilisation d'intrants chimiques, conduit la société civile et le gouvernement local à s'interroger sur de nouvelles solutions de dynamisation du territoire. Agreco est le fruit d'un pari : celui d'un propriétaire d'une chaîne de supermarchés, originaire de la région, qui propose à une poignée de producteurs un espace de commercialisation différencié dans ses linéaires pour du miel et des fruits et légumes biologiques. Le succès de la démarche est immédiat. Le besoin d'accroître la production biologique, initialement limitée à la commune de Santa Rosa de Lima, pousse l'association à se rapprocher de neuf autres communes. En 1998, Agreco compte 211 familles, 500 personnes et 26 agro-industries familiales (transformation de légumes, canne à sucre, produits laitiers, miel, conserves, œufs et boulangerie). Le renforcement des institutions locales et la mise en place de partenariats avec le gouvernement permettent à l'association de diversifier son rayon d'action.

Trois périodes successives se distinguent dans le processus de transition. La première correspond à l'introduction de la production biologique dans la région et à la structuration d'une identité territoriale forte. La deuxième suit le début de la production biologique et voit se développer les agro-industries qui en transforment les produits ; la transformation des produits a été un facteur de viabilisation de l'expérience, dans la mesure où elle a permis de diversifier les formes de commercialisation des produits issus de l'agriculture biologique. L'arrivée, sur le marché de la distribution, de produits frais et biologiques, issus de nouvelles organisations d'agriculteurs plus proches de la capitale, a obligé les agriculteurs de Santa Rosa à investir dans la transformation de leur production. Les infrastructures routières à cette époque (routes de terre) ne leur permettaient pas de fournir des produits frais en bon état. Cet essor rapide s'est fait grâce à la mobilisation de ressources financières, accessibles au travers du programme public d'appui à l'agriculture familiale, à la mobilisation d'un réseau de personnes compétentes et à la professionnalisation des producteurs. La troisième période correspond au moment où l'offre a commencé à devenir excédentaire par rapport à la demande. Les responsables du projet avaient une vision ambitieuse et inclusive, avec pour objectif d'obtenir un impact important en termes de création d'emplois et de revenus pour la région. Il a fallu rechercher les moyens de conquérir de nouveaux marchés (supermarchés, restaurants scolaires, vente directe *via* la livraison de paniers aux consommateurs) et de diversifier les activités sur le territoire (accueil paysan, agrotourisme, formation).

En parallèle, d'autres initiatives collectives se mettent en place et pérennisent le processus de transition avec la création d'une coopérative de crédit, d'une coopérative de professionnalisation en développement durable et d'un centre de formation. Les produits sont certifiés par Ecocert-Brésil et porteurs de la marque collective Agreco. Ils sont disponibles dans de grandes chaînes de supermarchés dans les principaux centres urbains de Santa Catarina, ainsi qu'à São Paulo et Rio de Janeiro.

Au-delà du changement technique qu'a représenté l'introduction de systèmes de production des fruits et légumes agro-écologiques (et notamment biologiques), les porteurs du projet ont diversifié les activités et les services. Les producteurs et les acteurs du territoire ont acquis de nouveaux métiers, appris à raisonner à l'échelle d'un territoire et non plus à l'échelle de leur exploitation. Ils ont également investi dans de nouvelles formes de gestion, ont proposé de nouvelles formes de régulation territoriale. Ils assument aujourd'hui de nombreuses fonctions collectives et jouent de nouveaux rôles dans la sphère publique. Deux éléments sont frappants dans ce schéma : son caractère inclusif et l'absence de remise en cause des circuits de commercialisation et de certification par tierce partie. Cette certification était imposée par les supermarchés de la capitale et les producteurs ont préféré s'aligner sur cet impératif pour maintenir leur insertion dans ce marché. Le changement d'échelle s'est traduit dans ce cas par une importante diversification des marchés et des activités.

Les légumes « propres » de montagne au Vietnam

Au Vietnam, dans le district de Moc Chau, à 150 km de Hanoi, dans une zone de moyenne altitude (600-900 m), des groupes de producteurs de légumes « propres » ont été mis en place depuis 2011, pour subvenir aux besoins en légumes de la capitale, en particulier pendant l'été où les conditions de chaleur et d'humidité du delta du fleuve Rouge ne permettent plus la production de légumes. La ville de Hanoi, sous l'impulsion d'une population urbaine croissante, aux revenus en augmentation, et exigeante en matière de sécurité sanitaire des aliments, cherchait de nouvelles zones d'approvisionnement, la ceinture périurbaine étant devenue polluée et convertie en zone de construction. Sous l'auspice d'un projet de recherche-développement, financé par l'Aciair (Australian Centre for International Agricultural Research), cette filière de légumes propres certifiée de Moc Chau a vu le jour. Plusieurs composantes ont

permis le succès de cette démarche.

Tout d'abord, des producteurs ont été formés aux méthodes de production de légumes propres selon les standards en vigueur au Vietnam, soit la norme VietGAP (adaptation vietnamienne de la norme *Global GAP*), soit la norme « Légumes propres » (moins contraignante en termes de tenue de registres), pour la production de tomates, choux, salades, haricots, etc. En particulier, les producteurs ont bénéficié de semences de meilleure qualité. Un suivi permanent au champ était apporté par le projet, ainsi qu'une formation à la tenue des livres de suivi de production (*farm book keeping*).

Ont été établies aussi une analyse du marché et une mise en relation des producteurs de Moc Chau avec les distributeurs à Hanoi (supermarchés et magasins spécialisés en produits sûrs). En 2013, 230 tonnes de légumes étaient ainsi vendues à Hanoi aux supermarchés (*Fivimart*, *Metro*, *Oceanmart*) et aux magasins spécialisés en produits sûrs (*BigGreen*) (Sautier et Nguyen, 2016).

Une coordination a en outre été mise en place, sous une forme horizontale entre les producteurs organisés en groupes d'intérêts et pour certains en coopératives, et sous une forme verticale, du fait du fort engagement des autorités locales du district de Moc Chau et du nouveau district de Van Ho (créé lors de la scission du district de Moc Chau en deux districts distincts, tous deux dans la Province de Son La) au développement de la filière. Les consommateurs, collecteurs et distributeurs ont également été associés aux réflexions de développement de la filière, invités aux diverses réunions du projet sur place.

Enfin, la valorisation de l'origine Moc Chau comme zone de production de légumes propres s'est faite à travers l'enregistrement d'une marque de certification qui associe l'origine Moc Chau et le respect des standards d'agro-écologie VietGAP et de Légumes propres. Bien que le Vietnam dispose d'une législation sur les indications géographiques et de plus de 60 indications enregistrées en 2018, l'absence de qualité sensorielle spécifique des légumes cultivés à Moc Chau, due en partie à la culture très récente de légumes sur ce terroir, et le grand nombre de légumes visés (19), ont fait pencher le choix vers une marque de certification. En effet, la marque de certification permet de garantir le respect des règles de production par un mécanisme de contrôle et de certification mis en œuvre par le propriétaire de la marque, qui n'est pas lui-même producteur. La marque collective, autre instrument disponible dans la loi vietnamienne,

exigeait l'existence d'une association collective de tous les producteurs de légumes, ce qui n'est pas le cas, les producteurs étant organisés sous forme de plusieurs groupes.

Au Vietnam, en 2017, 181 marques de certification ont ainsi été enregistrées par les autorités locales au niveau des districts ou des Provinces pour valoriser leurs produits (source, office national de la Propriété intellectuelle, NOIP), comme par exemple la marque de certification « Légumes sûrs de Dalat », région du sud du Vietnam réputée pour sa production de légumes, qui sert de modèle au développement de la filière légumes à Moc Chau. Le propriétaire est alors l'autorité locale qui est en charge de la mise en œuvre du contrôle de tous les producteurs. Dans le cas de la marque de certification de Moc Chau, le logo comprend la dénomination « Légumes sûrs de Moc Chau », en vietnamien et en anglais, assortie de la représentation des montagnes de ce district, surtout connu pour ses productions de thé et de produits laitiers. Enregistrée en 2016 par l'office national de la Propriété intellectuelle au nom du Comité populaire du district de Moc Chau, le règlement d'usage de la marque (décision 345/2014/QĐ-UBND du 18 septembre 2014 du People's Committee of Moc Chau district) prévoit que celle-ci peut être utilisée pour les légumes cultivés dans la zone délimitée des districts de Moc Chau et Van Ho et répondant aux normes Légumes propres (circulaire 59/TT-BNNPTNT du 9 novembre 2012 du ministère de l'Agriculture et Développement rural) ou VietGAP. Le respect de ces normes fait l'objet d'un contrôle par le National Agro-forestry-fisheries Quality Assurance Department (Nafiqad), du département de l'Agriculture et du Développement rural (DARD) de la Province de Son La (Marie-Vivien et Vagneron, 2017), ou bien par tout autre organisme de certification accrédité pour VietGAP. Le DARD du district de Moc Chau est en charge de la gestion de la marque « Légumes propres » et autorise les producteurs de Moc Chau et de Van Ho à utiliser cette marque, organise la collecte aléatoire d'échantillons pour les tests en laboratoire et contrôle l'origine des légumes pour vérifier qu'elle est dans la zone de production délimitée.

Le logo est déjà utilisé depuis plusieurs années sur les emballages de légumes. Cela n'est pas sans poser d'ailleurs la question de l'utilisation d'emballages polluants, alors que les légumes sont traditionnellement vendus en vrac. Cela explique également que les débouchés soient essentiellement les supermarchés et les magasins spécialisés.

La deuxième phase du projet commencée en 2017 a pour objectif d'étendre cette filière « Légumes propres » certifiée à d'autres producteurs, au-delà de la cinquantaine de producteurs déjà engagés et des trois villages pilotes, à la fois auprès de producteurs déjà engagés dans la culture de légumes en conventionnel mais aussi auprès de producteurs abandonnant la culture du maïs pour celle des légumes propres, plus rémunératrice car répondant à la demande exponentielle des consommateurs urbains, mais qui demande un réel et double savoir-faire pour la production de légumes et la culture en mode raisonné. Cet élargissement permettra de consolider la réputation de Moc Chau comme zone de culture en agro-écologie, valorisée à travers une marque. Ou comment les attributs agro-écologiques remplacent les qualités organoleptiques pour asseoir la réputation géographique d'une filière.

Valoriser la production agro-écologique malgache par la vente de paniers de légumes à domicile

À Antananarivo (Madagascar), l'agriculture périurbaine fournit la majeure partie des produits maraîchers consommés dans la métropole. Le système alimentaire dominant est de type traditionnel, avec plus de 50 000 exploitations familiales dans la grande ceinture périurbaine^[54] et un réseau dense de collecteurs, grossistes, demi-grossistes et détaillants qui approvisionnent les marchés urbains. Ce modèle fait face au défi de la croissance urbaine : demande en progression constante, pression croissante sur les usages du foncier, pollution urbaine affectant l'agriculture. Les produits maraîchers sont particulièrement touchés par des problèmes de qualité sanitaire (usage excessif et mal maîtrisé d'intrants chimiques) et par les pertes liées à la dégradation des légumes lorsque l'écoulement n'est pas assez fluide. Au cours de ces dernières années, quelques rares projets privés de maraîchage agro-écologique, essentiellement biologique, ont émergé. Ils sont portés principalement par des entrepreneurs d'origine européenne et visent une frange de population aisée.

Pour promouvoir la petite agriculture familiale, qui représente l'essentiel des structures de production dans les Hautes Terres malgaches, des ONG se sont engagées, depuis plus d'une décennie, dans la mise au point et la diffusion de pratiques agro-écologiques dans le secteur maraîcher (notamment Agrisud international, Agronomes et vétérinaires sans frontières, Fondation pour l'épanouissement et le renouveau de la Terre).

L'objectif de produire des légumes sains (propres) est associé à ceux d'améliorer les revenus des producteurs agricoles, contraints pour la plupart par de très faibles disponibilités foncières (entre 5 et 16 ares de maraîchage par exploitation pour la majorité), et d'améliorer l'offre pour les consommateurs urbains, en qualité, quantité et diversité.

Agrisud est notamment engagé depuis début 2015 dans le programme d'appui à l'agrosylviculture autour d'Antananarivo, dans le cadre d'un financement européen. La démarche passe par la formation d'un millier de producteurs *leaders* aux pratiques agro-écologiques, dont près de la moitié ont été formés pour transmettre ces techniques aux producteurs de leur entourage, avec pour objectif de former au total 5 000 producteurs en quatre ans. Parallèlement, une cinquantaine de collecteurs locaux a bénéficié d'un appui en fonds de roulement et en renforcement des capacités de gestion. En aval, l'un des objectifs est de réduire le nombre d'intermédiaires et de valoriser les produits agro-écologiques, afin d'améliorer les marges des producteurs. Dans un premier temps, deux points de vente promouvant la différenciation de leurs produits ont été établis. Très rapidement, compte tenu des faibles volumes écoulés sur ces points de vente, un système pilote de paniers et livraisons à domicile a été mis en place.

Par ailleurs, pour améliorer l'articulation entre les producteurs et les commerçants appuyés par le projet, des structures de coordination (organisations locales) sont en cours de constitution, depuis fin 2017. L'objectif est de mettre en relation un collectif de producteurs (quelques dizaines) avec un (ou deux) collecteurs, afin de sécuriser l'écoulement de la production et de faciliter la traçabilité de la qualité des produits. Dans chaque dispositif, producteurs et commerçants établissent conjointement un plan d'action, avec l'appui de techniciens, définissant une programmation des cultures pour les mois suivants, les besoins en semences, en petit matériel et, le cas échéant, en formations. Ces dispositifs ont été conçus pour être à court terme des pivots entre le projet et les bénéficiaires, et pour permettre progressivement l'autonomisation des collectifs de producteurs et de collecteurs. Ces collectifs sont au cœur des processus d'apprentissage technique, avec l'accroissement du savoir-faire des producteurs-formateurs et des échanges d'expériences entre membres. Ces processus d'apprentissage de l'action collective impliquent des producteurs et des collecteurs, ils concernent non seulement les compétences agronomiques mais également les capacités à valoriser les

opportunités de marché. Ainsi, par exemple, les suggestions des collecteurs et la possibilité d'obtenir des semences de qualité *via* le projet ont conduit les producteurs à introduire dans leur programmation de campagne des légumes de niche habituellement peu cultivés (chou rouge, brocoli, chou pe-tsaï),

Dans un contexte de transition vers une production agro-écologique, qui exige une maîtrise progressive des pratiques, la question de la qualification et de la classification des produits se pose. Un système participatif de garantie a été initié sur la base de fiches individuelles de production, transmises du producteur aux acteurs de l'aval. Mais trop complexe à mettre en œuvre, le système est en cours d'évolution, en proposant une appréciation plus générale de la qualité au niveau des organisations locales.

La démarche a été initiée récemment et le processus est en cours. D'un point de vue organisationnel, le défi des dispositifs est d'ajuster le degré d'engagement mutuel, dans un contexte où une contractualisation trop contraignante aurait peu de chances d'être tenable, compte tenu de la multiplicité des acheteurs et des vendeurs. Un autre défi est de s'adapter aux spécificités géographiques locales : d'une part, les zones les plus proches de la ville et des marchés, où la priorité est d'améliorer la qualité sanitaire des produits alors que l'écoulement est relativement aisé ; d'autre part, des zones de production plus enclavées, moins soumises à des contraintes de pollution et d'urbanisation, mais où les difficultés d'accès peuvent être allégées par une bonne coordination avec les acteurs de l'aval. Un troisième défi est d'ajuster le niveau de garantie et l'image des produits, en fonction du degré de maîtrise agro-écologique des producteurs et des marchés ciblés. En effet, l'enjeu n'est pas seulement de fournir des produits exempts de résidus chimiques, mais également d'assurer la diversité et l'étalement de l'offre, et un accès pas seulement réservé à la population la plus aisée. Dans un contexte où les problèmes de qualité sanitaire des produits sont avérés, mais où la sensibilité des consommateurs n'est qu'émergente, le concept relativement souple d'agro-écologie permet d'améliorer progressivement la qualité des produits, en réduisant les risques sanitaires majeurs mais sans proscrire totalement l'usage de produits phytosanitaires chimiques.

L'institutionnalisation de l'agriculture biologique au

Laos

Petit pays enclavé et faisant partie de la catégorie des pays les moins avancés, le Laos fait quasiment figure d'exception en Asie du Sud-Est en s'étant doté d'un cadre institutionnel complet pour le développement de l'agriculture biologique vers le milieu des années 2000. Dès 2004, le projet Profil (*Promotion of Organic Farming and Marketing in the Lao PDR*), soutenu par l'ONG suisse Helvetas et le ministère laotien de l'Agriculture et des Forêts (MAF), jette les bases de l'agriculture biologique en mettant en place : les premiers groupements de producteurs de riz et de légumes biologiques (2004) ; les premières normes nationales pour l'agriculture biologique basées sur les normes proposées par la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique (2005) ; le premier marché de producteurs (2006) ; l'agence de certification nationale (Lao Certification Body) et le Centre de développement de l'agriculture propre (2008) dont l'objectif est de promouvoir différentes formes d'agriculture durable.

En termes de politiques publiques, la Stratégie pour le développement agricole 2011-2020 au Laos souligne le potentiel que représente l'agriculture biologique pour les petits producteurs tandis que les plans de développement socio-économique nationaux 2006-2010 et 2011-2015 promeuvent l'agriculture durable (bonnes pratiques agricoles, agriculture biologique), présentée comme un moyen d'améliorer la performance environnementale et sociale de l'agriculture tout en intégrant les petits producteurs pauvres dans des filières à haute valeur ajoutée. En 2014, le Laos adopte une Stratégie nationale pour l'agriculture biologique et en 2015 un Plan stratégique pour le développement de l'agriculture biologique. Cet engouement ne se fait pas sous la seule égide du ministère de l'Agriculture et des Forêts, mais résulte de multiples collaborations entre le gouvernement laotien et les organisations internationales (Banque asiatique de développement, FAO), les agences de développement bilatérales (Agence de coopération japonaise, Jica) et les ONG internationales (Oxford Committee for Famine Relief, Oxfam) et nationales (Sustainable Agriculture & Environment Development Association, Saeda) dans le cadre de projets de développement plus ou moins bien coordonnés et articulés.

Selon le Ministère, près de 8 000 hectares étaient certifiés en agriculture biologique en 2016. Sur ces surfaces, 81 % étaient certifiées par le Lao

Certification Body et 19 % par ACT (organisme de certification thaïlandais accrédité pour la certification des normes internationales). Le riz représentait 58 % des surfaces certifiées et le café (principal produit d'exportation) représentait 9 % des surfaces certifiées par le Lao Certification Body mais près de 45 % des surfaces certifiées par ACT.

L'agence de certification nationale n'étant pas accréditée pour certifier les normes internationales, le marché national est un débouché majeur pour la production nationale de riz et de légumes en particulier. Les marchés de producteurs biologiques de Vientiane sont organisés par un comité élu par le Ministère et composé de représentants des groupements de producteurs de produits biologiques de plusieurs districts de Vientiane (Saysettha, Sikhottabong, Sisattanak et Xaythany). Ces groupements certifiés par le Ministère produisent et commercialisent environ 221 tonnes de légumes par an, ainsi que des engrais biologiques, plantent des arbres fruitiers et organisent des formations pour leurs membres.

Les ventes de produits issus de l'agriculture biologique sur les marchés de producteurs ont significativement augmenté au cours des dernières années : le chiffre d'affaires du marché de That Luang est ainsi passé de près de 25 millions de kips laotiens (LAK)/jour en 2008 (1 900 €) à 35 millions LAK/jour en 2012 (3 250 €). En 2016, le volume total de légumes vendus au marché de That Luang était estimé à 4-5 tonnes par jour pendant la saison des pluies et à 8 tonnes par jour pendant la saison sèche (Wongpit *et al.*, 2016). Des marchés de producteurs ont également été créés en 2011 dans la Province du Xieng Khouang, sous l'égide des services agricoles locaux et d'une ONG locale (Saeda), et à Luang Prabang, à l'initiative du projet Tabi (*The AgroBiodiversity Initiative*) et des services agricoles provinciaux.

En 2015, un projet régional, financé par la FAO, promeut des systèmes de garantie participatifs afin d'aider les petits producteurs à mieux bénéficier de l'essor de l'agriculture biologique. Ces systèmes sont destinés à être un moyen pour les producteurs : de construire une relation de confiance entre producteurs et consommateurs, de se connecter au marché local et de s'impliquer dans la vente collective. Le gouvernement soutient activement la mise en œuvre de ces systèmes de garantie qu'il reconnaît ; les producteurs sont autorisés à utiliser le logo national (fig. 15.2) et sont accompagnés *via* une forte implication des fonctionnaires du Ministère à l'échelle locale.



Figure 15.2. Le logo national pour la production organique au Laos.

Plus récemment encore, d'autres initiatives comme la vente directe de paniers de légumes biologiques ont vu le jour dans les environs de Vientiane. Ces différentes initiatives illustrent le rôle joué par les dispositifs d'échange alternatifs dans l'essor de l'agriculture biologique au Laos. Ces dispositifs s'appuient sur un intérêt croissant des populations locales pour une alimentation saine et de qualité, et montrent qu'en l'absence d'accès aux marchés d'exportation, un marché local peut se développer, reposant sur le renforcement des liens entre producteurs et consommateurs et sur des processus d'apprentissage collectifs à l'échelle locale.

Le rooibos : une indication géographique pour valoriser des pratiques agro-écologiques en Afrique du Sud

Le cas du rooibos illustre comment les indications géographiques (IG), fondées sur un processus local de codification des pratiques, offrent des outils pour valoriser des pratiques agro-écologiques. Issu d'une plante endémique du *fynbos* (écosystème de savanes sèches, riche en biodiversité endémique) en Afrique du Sud, le rooibos marque largement les paysages de son territoire de production et l'économie locale. L'objet premier de la mise en place d'une IG pour le rooibos au milieu des années 2000 est de répondre à la menace d'appropriation de son nom[55]. Cultivé depuis les années 1930, ce produit est largement consommé nationalement d'abord, puis dans un nombre croissant de pays depuis les 20 dernières années. Combinant des pratiques indigènes khoïkhoïs et afrikaners, il est ancré dans le patrimoine sud-africain et représente un produit emblématique pour initier des démarches d'IG dans ce pays. Accompagnés par des acteurs de la recherche locaux et internationaux (université de Pretoria et Cirad) ainsi que par le département provincial de l'Agriculture du Western

Cape, les acteurs de la filière se sont mobilisés pour établir une IG et la faire reconnaître nationalement et auprès de l'Union européenne. Cette dernière constitue en effet un marché important pour ce produit et la reconnaissance comme IG dans cet espace est considérée par les acteurs de la filière comme la meilleure garantie de protection de leur produit et de son nom. Un long travail de négociation s'est alors engagé pour établir le cahier des charges.

L'IG portant sur le nom du produit commercialisé par tous les producteurs, la discussion a donc été élargie à l'ensemble des pratiques. Or le rooibos, culture traditionnellement pratiquée de manière extensive, a connu ces 20 dernières années une forte expansion de sa zone de production associée à une intensification marquée des pratiques. Des acteurs externes porteurs des enjeux environnementaux se mobilisent donc pour conserver la biodiversité. Ils incitent les agriculteurs à réduire l'impact environnemental de la culture du rooibos, notamment *via* la labellisation des pratiques. Dans le même temps, les négociations sur le cahier des charges de l'IG ont fait ressortir que, pour les acteurs de la filière, l'enjeu n'est pas seulement la protection du nom. En effet, les dynamiques récentes d'expansion et d'intensification menacent à la fois la qualité du rooibos et la biodiversité qui est partie intégrante de son territoire de production. Cela conduit à inclure dans les réflexions sur l'IG la démarche de labellisation portée par les acteurs environnementaux et à intégrer dans les pratiques à valoriser et faire reconnaître, *via* l'IG, les enjeux de gestion de la biodiversité. Cette ouverture dans la négociation du cahier des charges aux questions de biodiversité permet alors de mieux qualifier les différentes pratiques et leurs impacts. La position qui prévalait initialement d'adopter un cahier des charges minimal, reflet du souci d'inclusion de l'ensemble des acteurs, est ainsi dépassée. Différentes pratiques agro-écologiques sont intégrées dans le cahier des charges, contribuant à une meilleure qualification du rooibos : établissement de corridors à l'intérieur des exploitations pour les agriculteurs en monoculture de rooibos cultivant plus de 50 % de leurs terres, bandes de végétations intercalaires dans les champs cultivés.

Le processus d'établissement de l'IG, en tant que norme négociée localement et sanctionnée par le marché, ouvre des espaces locaux de médiation (Biénabe *et al.*, 2009). *Via* le processus de négociation locale, les acteurs de la filière avec les acteurs porteurs des enjeux environnementaux ont ainsi rendu explicites les liens entre qualité du

produit et processus agro-écologiques dans les systèmes de production, jouant un rôle-clef dans la reconnaissance et la possibilité de diffusion des pratiques agro-écologiques, d'une part au moment de l'établissement de la norme (socialisation des pratiques), et d'autre part, *via* sa mise en œuvre une fois l'IG enregistrée.

Cependant deux points sont à relever dans le processus de valorisation de l'agro-écologie par une indication géographique. Les pratiques agro-écologiques doivent être explicitement reconnues comme contribuant à la qualité ou à la réputation du produit valorisé par l'IG pour être légitimées dans le cahier des charges. Cela dit, cette contribution peut être très différente en fonction des produits et des territoires, et c'est là tout l'intérêt de la construction locale de la norme associée à l'IG. Il est important de noter également que le processus de construction de l'IG rooibos s'est déroulé sur plusieurs années et qu'il est le fruit de la participation effective des acteurs impliqués directement ou indirectement dans la filière, dans toute leur diversité. En effet, le processus a été porté par l'interprofession du rooibos accompagnée par des acteurs de la recherche ayant une expertise sur les IG, des ONG appuyant les petits producteurs et des acteurs porteurs des enjeux environnementaux. La présence d'arènes et d'acteurs favorisant la mise en débat et les arbitrages collectifs est essentielle pour que les IG intègrent la complexité des enjeux et promeuvent dans la durée des systèmes de production localisés spécifiques et agro-écologiques.

Principaux enseignements de ces expériences

Les expériences ci-dessus confirment que l'agro-écologie n'est pas une donnée mais une construction plurielle du fait de multiples usages et usagers, ainsi que de ses déclinaisons.

Les sept cas étudiés montrent le couplage entre les pratiques agro-écologiques (en agriculture biologique ou raisonnée) et une valorisation marchande qui cherche le rapprochement avec l'utilisateur final *via* une diversité de circuits de commercialisation (tab. 15.1) : vente directe au consommateur, sur des marchés paysans ou par de la livraison à domicile, ou à des détaillants attentifs à la qualité comme des supermarchés, des magasins spécialisés, de la restauration collective, ou des exportateurs. Ces initiatives sont aussi adossées à des systèmes de certification de la qualité.

Tableau 15.1. Valorisation marchande et contrôle de qualité des pratiques agro-écologiques.

	Type de production	Commercialisation	Contrôle de qualité
Ecovida, Brésil	Agro-écologie	Marchés paysans, restauration collective	Système participatif de garantie
Riam, Maroc	Agriculture biologique	Marchés écosolidaire	Système participatif de garantie
Agreco, Brésil	Agro-écologie	Supermarché, vente directe, agrotourisme	Ecocert
Moc Chau, Vietnam	Agriculture raisonnée	Supermarchés, magasins spécialisés	Marque de certification
Agrisud, Madagascar	Agro-écologie	Paniers	Système participatif de garantie
Bio, Laos	Agriculture biologique	Marchés paysans	Certification <i>Laos Organic</i>
Rooibos, Afrique du Sud	Agriculture raisonnée	Exportation vers l'Europe	IG

De plus, les approches de l'agro-écologie se distinguent par le discours politique, les slogans, le positionnement idéologique des acteurs qui la soutiennent et leurs pratiques. En simplifiant, une première approche de l'agro-écologie repose sur des principes fondés non seulement sur la gestion de processus écologiques pour produire des services environnementaux mais aussi sur des dimensions sociales (Baret, 2017). Cette agro-écologie — appelée aussi « agro-écologie forte » — se positionne en rupture avec le modèle de développement conventionnel, au travers de systèmes alimentaires alternatifs en butte avec le modèle dominant. À l'opposé, « l'agro-écologie faible » est souvent controversée par les tenants de la première approche qui la considèrent comme un simple « verdissement » de l'agriculture conventionnelle par l'adoption de quelques pratiques, sans référence aux principes fondateurs de l'agro-écologie. Cette conception adaptative de la transition agro-écologique intègre en effet des pratiques visant à plus de durabilité environnementale mais ne remet pas en cause le régime socio-technique en place. Les recommandations portent essentiellement sur des pratiques nouvelles ou correctives visant à diminuer l'impact environnemental de certaines

productions.

La lecture de ces différentes expériences de mise en marché confirme cette diversité de situation en relation avec la taille et les objectifs des collectifs impliqués, les valeurs qu'ils portent, leur modalité et leur degré d'institutionnalisation (encadré 15.2 et fig. 15.3).

Encadré 15.2. Diversité des dispositifs d'échanges se revendiquant de l'agro-écologie

C. Cerdan, E. Biénabe, H. David-Benz, S. Lemeilleur, D. Marie-Vivien, I. Vagneron, P. Moustier

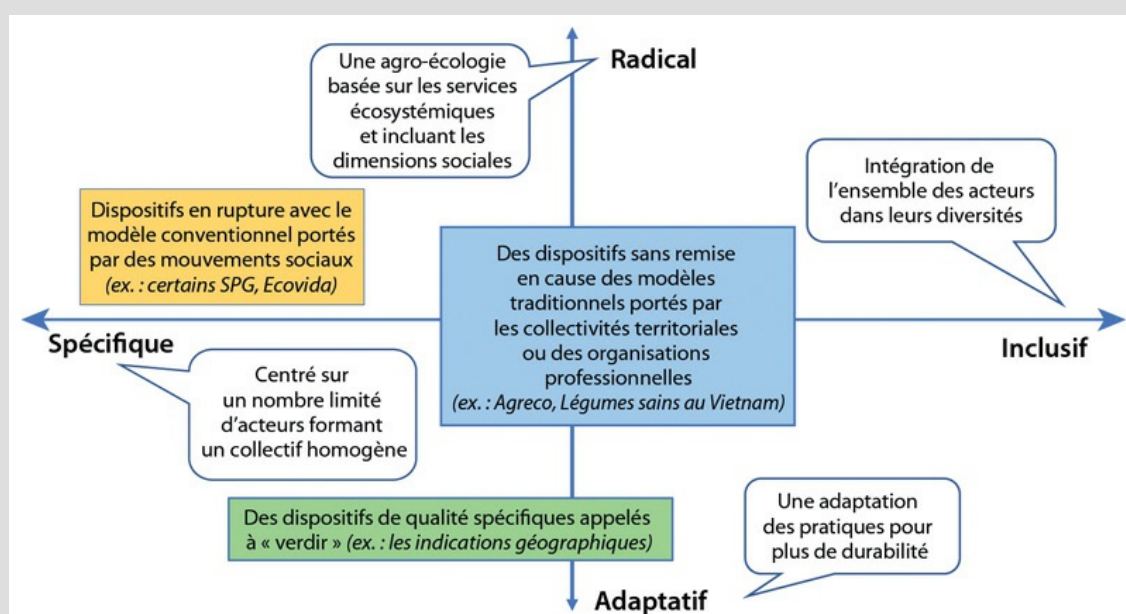


Figure 15.3. Diversité des dispositifs d'échanges se revendiquant de l'agro-écologie (d'après Baret, 2017).

Dans le quadrant « radical et spécifique », nous retrouvons les dispositifs marchands portés par un groupe d'acteurs homogènes relativement réduit. Le projet de ces acteurs s'appuie sur une profonde remise en cause des systèmes de production et la promotion de nouvelles interactions entre les producteurs et les consommateurs. Ces expériences se positionnent en rupture complète avec les modèles de développement agricole conventionnels et les circuits de distribution qui leur sont associés. Elles sont portées par des mouvements sociaux et des militants (le réseau Ecovida).

Dans le quadrant « adaptatif et inclusif », nous retrouvons des dispositifs qui ne remettent pas fondamentalement en cause les modèles de développement agricole en place. Nous classons d'abord les dispositifs portés par des producteurs et des acteurs privés. Pour créer et augmenter leur gamme

de produits biologiques, des supermarchés se rapprochent d'organisations de producteurs. Cette alliance avec le secteur de la distribution est une opportunité économique qui motive les producteurs à s'engager dans une transition agro-écologique. C'est le cas de l'association Agreco au sud du Brésil.

Un dernier cas de figure que nous situons dans le **quadrant « spécifique et adaptatif »** porte sur les indications géographiques (IG). Dans leur conception originelle, les IG ne visent pas en soi la promotion de l'agro-écologie. Ce sont des droits de propriété intellectuelle, qui valorisent et protègent des produits de terroir. Mais ce sont toutefois des outils de gouvernance, exerçant une influence significative sur les processus d'innovation locaux (Belmin, 2016) et qui peuvent avoir un impact important sur les transitions agricoles *via* la valorisation des ressources locales spécifiques de certains territoires. L'IG et l'agriculture biologique ou d'autres types de certification « *eco-friendly* » sont depuis longtemps considérés comme des signes de qualité qui peuvent être complémentaires. Un producteur peut vendre son produit sous IG avec un label biologique, en adaptant son système de production pour répondre aux deux cahiers des charges.

Les IG se saisissent de l'évolution du contexte global et de la demande des consommateurs ; les enjeux de la durabilité sont par exemple de plus en plus intégrés en tant que tels dans leurs cahiers des charges, comme dans le cas du rooibos. Au-delà de l'inscription de certaines règles en faveur d'une transition agro-écologique, les professionnels des IG soutiennent des actions en faveur de la préservation de l'environnement et de la valorisation du patrimoine (Ollagnon et Touzard, 2007). Plus récemment en France, en vue d'accompagner la politique nationale sur l'agro-écologie française impulsée par le ministère de l'Agriculture, l'INAO et l'Institut de la vigne et du vin ont élaboré un guide de bonnes pratiques agroenvironnementales. Le guide fournit des repères techniques pour tous les vignerons qui souhaitent, sur le plan individuel ou dans un cadre collectif, faire évoluer leurs pratiques, afin de commencer ou d'approfondir une démarche agroenvironnementale (INAO, 2017). Sans rien enlever aux efforts fournis par la filière, ce guide est représentatif de ce que l'on entend par agro-écologie adaptative ou agro-écologie faible, dans une filière où l'opposition entre IG et agriculture biologique était forte. Cette démarche vise en priorité les organisations en charge des IG.

Nous pouvons également repérer dans cette typologie les dispositifs

marchands portés par des producteurs et des acteurs publics et/ou des ONG. Nous soulignons ici le phénomène récent dans de nombreux pays qui consiste à voir de plus en plus de collectivités territoriales, de villes ou de régions urbaines, investir les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. L'enjeu pour ces responsables est d'assurer la sécurité alimentaire des populations (urbaines mais aussi rurales) et d'améliorer la durabilité du système alimentaire urbain ou régional, en prenant en compte les impacts environnementaux, sociaux et économiques. Les leviers d'action les plus mobilisés sont l'appui aux marchés de gros et aux marchés de plein air et à leur logistique (nouvelles réglementations, infrastructures), les programmes de restauration collective et les politiques de relocalisation d'approvisionnement alimentaire (aménagement des espaces agricoles périurbains, établissement de règles et de contrats, systèmes d'informations). Des plateformes d'approvisionnement en produits locaux (virtuelles ou non) facilitent la rencontre entre les acteurs publics et les fournisseurs de produits locaux issus de l'agriculture biologique ou non. L'essor des programmes de marchés institutionnels ou de restauration scolaire s'inscrit aussi dans ces dynamiques. Les nouvelles politiques du Brésil autour du programme « Faim zéro », ou dans plusieurs pays d'Afrique, sont des exemples qui œuvrent à l'inclusion de produits biologiques dans les menus des cantines scolaires.

Conclusion

Les réflexions apportées ici montrent l'importance des dynamiques marchandes dans la transition agro-écologique. La recherche de nouveaux marchés, l'adhésion des producteurs et l'évolution de leur système de production sont les éléments que nous avons pu relever au travers des expériences évoquées ici. Il est important de souligner la grande diversité de modalités d'insertion sur les marchés mais aussi des projets que portent les promoteurs de ces expériences. Resituer ces initiatives dans la conception d'une transition socio-technique et de sa perspective multi-niveau (Geels et Schot, 2007) fait apparaître trois éléments de réflexion.

Primo, le changement d'échelle ou la capacité d'une initiative à évoluer est fonction du projet porté. Différentes situations sont observées. Les initiatives (niches) évoluent vers le régime socio-technique dominant et contribuent à le faire évoluer. C'est le cas de l'institutionnalisation de l'agro-écologie ou des systèmes participatifs de garantie (Maroc, Laos,

Agreco Brésil, IG Rooibos). Dans d'autres cas, les promoteurs maintiennent une opposition forte au régime dominant. Ces expériences évoluent, peuvent changer d'échelle (passer du marché local au marché national) mais restent à l'écart du régime dominant. Ecovida est une niche qui se renforce et s'étend sans intégrer le système dominant, en maintenant ces valeurs (rupture avec le modèle conventionnel, refus de faire des alliances avec la grande distribution).

Secundo, l'institutionnalisation des signes de qualité se réfère à l'établissement de règles qui structurent les interactions sociales, « définissant qui a le droit de participer au marché, quels biens font partie des transactions, comment les échanges devraient se dérouler et quels sont les droits et obligations de chaque agent économique » (Niederle et Gelain, 2013 ; en référence à Hodgson, 2006, voir Marie-Vivien et Biénabe, 2017). L'institutionnalisation de l'agro-écologie ou des modalités de garantie de la qualité et le rôle des États dans le processus sont des éléments importants pour stimuler les innovations et offrir des opportunités à des organisations paysannes et territoriales à la recherche de nouveaux modes de production.

Tertio, l'étude montre le couplage entre les pratiques agro-écologiques (en agriculture biologique ou raisonnée) et une valorisation marchande qui cherche le rapprochement avec l'utilisateur final. Ces initiatives sont aussi adossées à des systèmes de certification de la qualité.

Enfin, nous retiendrons que la présence de différents modèles de développement agricole et la coexistence d'une pluralité de dispositifs d'échange aux rationalités et projets politiques différents favorisent la transition agro-écologique et la transformation des systèmes alimentaires.

Références

Allen P., 2004. *Together at the Table Sustainability and Sustenance in the American Agrifood system*, Penn State University Press, États-Unis, 272 p.

Baret P., 2017. Quelle approche système pour construire des trajectoires de transition. In : *Conférence au Colloque de clôture du projet Format. Coexistence des modèles agricoles et alimentaires : un nouveau paradigme du développement territorial ?* Inra, Cirad, Paris, 29 juin 2017.

Belmin R., 2016. Construction de la qualité de la clémentine de Corse sous indication géographique protégée : Analyse des pratiques agricoles et du système socio-technique, thèse, Université de Corse Pascal-Paoli, Corte.

Biénabe E., Leclercq M., Moity-Maïzi P., 2009. Le rooibos d'Afrique du Sud : Comment la biodiversité s'invite dans la construction d'une indication géographique. *Autrepart*, 50 (2), 117.

Delfosse C., 2003. Géographie rurale, culture et patrimoine. Vol. I : Texte de synthèse. Mémoire pour le diplôme d'Habilitation à diriger des recherches en géographie, université de Lille 1.

Geels F.W., 2002. Technological transitions as evolutionary reconfiguration processes: A multi-level perspective and a case-study. *Research Policy*, 31 (8-9), 1257-1274.

Geels F.W., 2004. From sectoral systems of innovation to socio-technical systems: Insights about dynamics and change from sociology and institutional theory. *Research Policy*, 33 (6), 897-920.

Geels F.W., Schot J., 2007. Typology of sociotechnical transition pathways. *Research Policy*, 36, 399-417.

Goodman D., 2004. Rural Europe redux? Reflections on alternative agro-food networks and paradigm change. *Sociologia Ruralis*, 44, 3-16.

Guthman J., 2004. *Agrarian Dreams: The paradox of organic farming in California*, Berkeley, University of California Press, Berkeley, États-Unis, 328 p.

Hodgson G., 2006. What are institutions? *Journal of Economic Issues*, 40 (1), 1-25.

Idea, 2015. Institutionnalisation des agro-écologies, appel à projet générique ANR, Paris, France.

INAO, 2017. *Guide de l'agro-écologie en viticulture : Développement des mesures agroenvironnementales*, INAO IFV, Paris, France.

Lamine C., 2017. *La Fabrique sociale de l'écologisation de l'agriculture*, éditions La Discussion, Marseille, 225 p.

Lemeilleur S., Allaire G., 2018. Système participatif de garantie dans les labels du mouvement de l'agriculture biologique : Une réappropriation des communs intellectuels. *Économie rurale*, 365.

Lemeilleur S., Sermage J., Mellouki A., Galan J.G., 2018. Vers la construction d'un commun par les approches participatives: le cas du SPG d'un label d'agro-écologie au Maroc. École Chercheur évolution et gouvernance des communs, Azrou, Maroc, 12 avril 2018.

Le Velly R., 2017. *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs : Une promesse de différence*, Presses de l'École des mines, Paris, 197 p.

Marie-Vivien D., Biénabe E., 2017. The Multifaceted role of the state in the protection of geographical indications: A worldwide review. *World Development*, 98, 1-11.

Marie-Vivien D., Vagneron I., 2017. One size fits all or tailor-made? Building appropriate certification systems for geographical indications in Southeast Asia. *World Food Policy*, 4 (1), 105-126.

Meynard J.M., Messéan A., Charlier A., Farès M., Le Bail M., Magrini M.B., Savini I., 2013. Freins et leviers à la diversification des cultures, étude au niveau des exploitations agricoles et des filières, synthèse du rapport d'étude, Inra, Paris.

Mior L.C., 2005. *Agricultores familiares, agroindústrias e redes de desenvolvimento rural*, Argos, Chapeco, Brésil, 338 p.

Moustier P., 2014. Valorisation commerciale d'une agriculture commerciale de proximité. In : *Conception de systèmes horticoles innovants* (P.-Y. Lauri, ed.), Bouayes, Formatsciences, 233-245.


Moustier P., 2017. Short urban food chains in developing countries: Signs of the past or of the future? Dossier L'Agriculture dans le système alimentaire urbain : continuités et innovations. *Nature, sciences, sociétés*, 25 (1), 7-20.

Niederle P., Gelain J., 2013. Geographical indications in Brazilian food markets: Quality conventions, institutionalization and path dependence. *Journal of Rural Social Sciences*, 28 (1), 26-53.

Ollagnon M., Touzard J.M., 2007. Indications géographiques et développement durable, enquête nationale sur les actions des organisations de gestion locale des indications géographiques, Inra UMR Innovation, Montpellier.

Ollivier G., Bellon S., 2013. Dynamiques paradigmatiques des agricultures écologisées dans les communautés scientifiques internationales. *Natures, sciences sociétés*, 21 (2), 166-181.

Rieutort L., 2011. La géographie française et la question rurale. *In : Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin, Paris, 17-45.

Sautier D., Nguyen T.T.L., 2016. Strengthening an emergent horticulture cluster in Vietnam: Interest group and certification trademark. *ISHS Acta Hortic.*, 1128, <https://doi.org/10.17660/ActaHortic.2016.1128.13> .

Shutter de O., 2014. Le droit à l'alimentation, facteur de changement, rapport final A/HRC/25/57, Nations unies, Genève.

Vanloqueren G., Baret P.V., 2009. How agricultural research systems shape a technological regime that develops genetic engineering but locks out agroecological innovations, SSRN scholarly paper ID 1417009, Social Science Research Network, Rochester.

Wezel A., Bellon S., Doré T., Francis T., Vallod T., David C., 2009. Agroecology as a science, a movement and a practice: A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 29 (4), 503-515.

CHAPITRE 16

Les dispositifs territoriaux : des biens communs pour construire la transition agro-écologique